

Caminando En marche!



Découdre la crise, tisser le futur

Impacts de la COVID-19 sur la vie et les luttes des défenseuses mésoaméricaines des droits humains. Un portrait de 475 femmes défenseuses

IM-Defensoras

Volume 35, numéro 2, 2021

Femmes, pandémie et luttes pour le territoire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/97497ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (imprimé)

2563-6464 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

IM-Defensoras (2021). Découdre la crise, tisser le futur : impacts de la COVID-19 sur la vie et les luttes des défenseuses mésoaméricaines des droits humains. Un portrait de 475 femmes défenseuses. *Caminando / En marche!*, 35(2), 13–15.

Tous droits réservés © Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Découdre la crise, tisser le futur : impacts de la COVID-19 sur la vie et les luttes des défenseuses mésoaméricaines des droits humains¹

Un portrait de 475 femmes défenseuses

Par IM-Defensoras

Iniciativa mesoamericana de mujeres defensoras de derechos humanos

Traduction par Gabriel Poisson avec la collaboration d'Audrey-Ann Allen

Entre le 29 mai et le 4 juillet 2020, un total de 475 défenseuses des droits humains – 83 du Salvador, 84 du Guatemala, 101 du Honduras, 103 du Mexique et 98 du Nicaragua – ont participé à un projet de recherche d'IM-Defensoras dont l'objectif principal était de comprendre de quelle manière la propagation de la COVID-19 a impacté la vie, l'action politique et le travail des femmes qui défendent les droits humains en Mésoamérique.

Cette cartographie était nécessaire, car nous ne disposions pas d'informations détaillées quant à la santé, la situation économique, les conditions de travail, et l'accès à la communication des défenseuses mésoaméricaines des droits humains en temps de pandémie, sans oublier les menaces et les risques auxquels nous faisons face, entre autres. Les informations recueillies nous ont permis de renforcer notre réponse locale, nationale

et régionale de Protection intégrale féministe (*Protección Integral Feminista*) à une époque d'incertitude, de plus grandes restrictions et de nouvelles violations de nos droits.

La cartographie, présentée le 3 juin 2021, montre comment la pandémie a non seulement exacerbé la violence, mais est aussi devenue le prétexte idéal pour accroître l'autoritarisme et renforcer la militarisation.

Plus de violence et d'autoritarisme

Au Honduras, le gouvernement a décrété la suspension des droits et garanties constitutionnels ; au Guatemala, l'état de siège a été imposé dans des communautés particulièrement actives dans la lutte contre l'extractivisme ; tandis qu'au Salvador, un confinement obligatoire a été imposé au cours duquel plusieurs défenseuses ont fait l'objet d'arrestations arbitraires et de privation de liberté pendant plus de trente jours.

Dans le contexte de la COVID-19, 66 % des militantes considèrent que les risques auxquels elles sont confrontées pour défendre les droits humains ont augmenté. Cette tendance est encore plus évidente chez les défenseuses vivant en milieu rural (73 %).

Entre mars et novembre 2020, les alertes d'IM-Defensoras ont augmenté de 123 % par rapport à l'année précédente (136 en 2020 ; 61 en 2019) et, en plus des mesures sanitaires et du confinement, au moins 15 défenseuses ont été tuées au cours de la même période.

Plus de précarité

Au niveau régional, 58 % des défenseuses ont déclaré qu'elles ne disposaient pas de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins de base. Au Salvador, ce chiffre atteint 77 %, 69 % au Nicaragua et 63 % au Honduras.

Il ne leur a pas non plus été facile d'accéder aux services de santé ou à l'eau : la moitié des défenseuses au Nicaragua ont affirmé ne pas avoir accès aux services de santé, tandis qu'au Honduras, 54 % des femmes défenseuses ont déclaré ne pas avoir d'approvisionnement permanent en eau.

Plus de surcharges au niveau du travail domestique et du soin d'autrui

En plus de leur travail en tant que défenseuses, la grande majorité des femmes interrogées ont affirmé consacrer entre 1 et 6 heures par jour à des tâches de soins qu'elles doivent accomplir seules :

Dans le contexte de la COVID-19, 66 % des militantes considèrent que les risques auxquels elles sont confrontées pour défendre les droits humains ont augmenté. Cette tendance est encore plus évidente chez les défenseuses vivant en milieu rural (73 %).



c'est le cas de 94 % des militantes salvadoriennes et de 92 % des militantes honduriennes.

Et pourtant, continuer de militer

Malgré le contexte défavorable, 73 % des défenseures ont été actives à la fois individuellement ainsi que dans leurs milieux de vie et communautés respectifs pour répondre aux besoins pressants qui ont augmenté dans le contexte de la pandémie et pour continuer à défendre les droits. Leurs organisations n'ont pas arrêté leur travail, elles ont réorganisé et transformé leurs activités et leurs formes d'accompagnement pour surmonter les restrictions. Elles ont recouru à

l'utilisation de canaux virtuels dans une proportion de 63 %, pour poursuivre leur travail, principalement par le biais de leur téléphone portable.

La cartographie a révélé que les organisations et les communautés ayant un fort ancrage territorial et une expérience en matière de protection collective étaient en mesure de répondre plus efficacement aux nouveaux besoins et aux nouveaux risques générés par cette situation. C'est le cas des défenseures et des organisations de peuples autochtones, qui offrent leurs connaissances et leurs savoirs ancestraux et proposent des solutions pour prévenir et atténuer les impacts.

Cela nous a également permis de constater que le programme Protection intégrale féministe est fondamental pour que les défenseures des droits humains puissent continuer à faire leur travail, qui offre un soutien à des milliers de personnes et communautés. Par conséquent, entre 91 % et 73 % des femmes interrogées dans le cadre de notre enquête sont restées en contact et recevaient une forme de soutien de la part des réseaux de femmes défenseures des droits humains que nous avons articulés au sein d'IM-Defensoras.

Portrait des femmes défenseures

Les sujets (inclassables) que nous sommes

Le groupe de défenseures des droits humains qui a participé à l'enquête est un échantillon représentatif de la diversité qui compose l'IM-Defensoras ; cependant, l'une des conclusions qui est apparue clairement au cours du processus est qu'il n'est pas possible de nous cataloguer ou de nous étiqueter selon des critères ou des catégories rigides.

Nous sommes diverses

Nous habitons dans des zones urbaines (69,9 %) et des zones rurales (30,1 %). Ces pourcentages coïncident avec le poids démographique des deux zones dans nos pays, en raison du processus d'urbanisation et d'exode rural. Cependant, le poids plus important des militantes vivant en milieu urbain s'explique par le fait que l'enquête ait été menée pendant la période de confinement, faisant en sorte qu'il était difficile de rejoindre les défenseures vivant en milieu rural. Nous sommes des femmes adultes (35-64 ans, 53,5 %) et des jeunes femmes (19-35 ans, 32 %). C'est le réseau du Salvador qui compte le plus de jeunes membres (41 % du total), suivi du réseau du Honduras (33 % du total). Quant aux réseaux mexicain et nicaraguayen, ils comptent davantage de membres adultes et de femmes âgées (30 % respectivement). Une proportion de 28 % d'entre nous s'identifie comme autochtone et/ou afrodescendante, nommément : Binni Zaa (Zapotèque), Chorotega, Créole, Garifuna, Ixil, Lenca, Maya, Maya Achi,

Maya Chorti, Maya Kekchí, Maya K'iche, Maya K'iche Kaqchikel, Maya Mam, Maya Poqomam, Maya Tzutujil, Maya-Kaqchikel, Mazahua, Mephaa, Miskita, Na savi (Mixtec), Náhuatl, Pech, Pipil, Pocomam, Poqomchi', P'urhépecha, Xinca.

Nous sommes à la charge de nos familles

78 % des femmes défenseuses ont des enfants ou d'autres membres de la famille à leur charge. La majorité d'entre nous sont des mères (280), avec un pourcentage plus élevé dans les zones rurales (66 %) que dans les zones urbaines (56 %). Dans 49 % des cas, nos enfants sont économiquement dépendant-e-s de nous, avec un pourcentage plus élevé dans les zones rurales (57 %) que dans les zones urbaines (45 %). Dans le cas du Honduras et du Salvador, le pourcentage de militantes qui sont mères dépasse les 60 %. D'autre part, il y a 93 *compañeras* qui ne sont pas mères, mais qui ont d'autres membres familiaux à leur charge, la majorité d'entre elles vivant en milieu urbain (52 % par rapport à 47 % qui vivent en milieu rural). 81 % d'entre nous consacrent entre 1 et 6 heures par jour à prendre soin de nos proches, et pourtant 6 femmes sur 10 ne sont pas satisfaites du temps passé en famille.

Nous sommes organisées

La grande majorité des défenseuses font partie d'organisations ou de regroupements citoyens (94,7 %), 51 % en milieu

rural et 49 % en milieu urbain. 40 % d'entre nous ont entre 6 et 19 ans d'expérience militante et environ la moitié d'entre nous passent entre 9 et 12 heures par jour à travailler à la défense des droits humains. Les principaux droits que nous défendons sont : les droits des femmes, le droit de défendre des droits, la défense du territoire, des ressources naturelles et de l'environnement ainsi que les droits sexuels et reproductifs. La plupart d'entre nous (71,4 %) font partie de l'un des réseaux nationaux de défenseuses des droits humains qui composent IM-Defensoras.

Nous vivons dans des conditions précaires en recherche constante d'alternatives

Bien qu'il existe des différences et des inégalités entre nous, plusieurs militantes sont confrontées à des conditions de vie difficiles. Plus de la moitié d'entre nous ne disposent pas de ressources suffisantes (58 %). Cette situation touche davantage les militantes rurales (75 %) que les militantes urbaines (51 %). Près de la moitié (43 %) ont des problèmes de santé préexistants. 39 % d'entre nous n'ont pas accès aux services de santé, réalité qui touche davantage les *compañeras* qui vivent en milieu rural (45 %) qu'en milieu urbain (37 %).

5 % d'entre nous n'ont pas accès à l'eau potable et 34 % d'entre nous n'ont pas un accès à l'eau potable de façon régulière. L'absence totale d'eau potable

affecte davantage les défenseuses vivant en milieu urbain (27 %), et il en est de même pour celles qui n'ont pas accès à l'eau de façon régulière (45 % en milieux urbains contre 34 % en milieux ruraux). Cette observation est sans aucun doute liée aux modèles de ville qui prévalent dans notre région, marqués par la dévastation de l'environnement, la surpopulation et l'accès inégal aux services de base dans les quartiers à forte densité urbaine.

La communication et l'accès aux médias numériques se font principalement par le biais des téléphones portables (456 femmes défenseuses) et nous n'avons pas les mêmes moyens financiers ni le même accès à l'équipement et à la connectivité Internet. Ces conditions s'expriment différemment dans chaque pays et territoire, comme le montre le tableau ci-dessous.

« Il y a des territoires où la situation est plus grave que d'autres... pas seulement à cause de la pandémie, mais aussi en raison de la violence et des impacts des changements climatiques (pluies abondantes, débordements des rivières) qui compliquent la situation à plusieurs endroits » – Militante nicaraguayenne

Vivant dans des conditions précaires	Régional	ES	GT	HN	MX	NI
N'ayant pas un revenu suffisant	58 %	77 %	51 %	63 %	52 %	69 %
N'ayant pas accès aux services de santé	39 %	43 %	42 %	40 %	21 %	52 %
N'ayant pas accès à l'eau de manière permanente	34 %	22 %	24 %	54 %	17 %	29 %

ES: El Salvador ; GT: Guatemala ; HN: Honduras ; MX: Mexique ; NI: Nicaragua

Notes

1 Ce texte est issu du rapport « The crisis. Weaving the future. Impacts of COVID-19 on lives and struggles of Mesoamerican Women Human Rights

Defenders publié le 23 juin 2021 par IM-Defensoras, en ligne : <https://im-defensoras.org/2021/07/unraveling-the-crisis-weaving-futures/>